

À LA RECHERCHE DE L'ÉTAT MONDIAL¹

par Giovanni ARRIGHI

Le néolibéralisme est l'idéologie propre à l'activité de l'État en faveur du capital, activité à travers laquelle les États-Unis ont cherché à rétablir leur hégémonie après la crise des années 1970. Après avoir remporté un certain succès à la fin des années 1980 et surtout dans les années 1990, le néolibéralisme a toutefois atteint ses limites au cours des dernières années, au moment où le gouvernement Bush, en s'emparant du *Project for a New American Century*², suite aux événements du 11 septembre, précipitait une nouvelle crise de l'hégémonie états-unienne, bien plus grave encore que la précédente. Cet article, en proposant une interprétation de cette nouvelle crise, tente de mettre en lumière les causes plus profondes, à long terme, de la crise du néolibéralisme.

LE PROJECT FOR A NEW AMERICAN CENTURY

Il est intéressant de noter la curieuse ressemblance entre les circonstances qui ont conduit le gouvernement Bush à se saisir du *Project for a new American Century* et celles qui, soixante ans plus tôt, avaient ouvert la voie au premier siècle américain (*first American Century*). La grande crise des années trente et la montée du fascisme en Europe et au Japon avaient convaincu le Président Roosevelt que la sécurité intérieure et la prospérité des États-Unis rendaient la *Pax Americana* nécessaire. Mais les courants isolationnistes en matière de politique étrangère restaient difficiles à contrer dès lors que le peuple états-uniens demeurait convaincu que l'isolement continental leur garantissait la sécurité. Selon Franz Schurmann, entre le début des hostilités en Europe et Pearl Harbor, « il ne fait aucun doute que Roosevelt pria pour que la preuve soit amplement faite du contraire, et ses prières furent exaucées... Roosevelt joua avec habileté des sentiments nationalistes éveillés par l'épisode de Pearl Harbor pour élaborer une idéologie impérialiste lui permettant d'adresser aux Américains une promesse d'ordre, de sécurité et de justice »³.

Pearl Harbor mit instantanément fin à une idéologie isolationniste qui devait cependant reprendre le dessus après la fin de la guerre. Pour le Président Truman et

le Secrétaire d'État Acheson, il était clair que les invocations de la raison d'État et des intérêts économiques ne pouvaient suffire à modifier les choses. Aussi, en rédigeant le texte qui devait devenir la doctrine Truman, choisirent-ils de suivre le célèbre conseil d'Arthur Vandenberg selon qui il fallait « terrifier le peuple américain » en exagérant la menace communiste planétaire⁴. Ce tour de passe-passe permit de gagner l'appui du Congrès au Plan Marshall. Mais il en fallait plus pour garantir les budgets d'un réarmement à vaste échelle en Europe et aux États-Unis tels que les envisageait le document 68 du Conseil de Sécurité National⁵, dont le principe avait été approuvé par Truman en avril 1950. Ce document ne donnait aucun chiffre précis, mais les estimations tablaient sur des dépenses annuelles trois fois supérieures à ce que le Pentagone avait requis pour l'année 1950.

L'obtention de telles sommes de la part d'un Congrès conservateur en matière fiscale, même au nom de l'anti-communisme, mettait le gouvernement face à une difficulté de taille. Il fallait pouvoir s'appuyer sur une situation d'urgence internationale et, dès novembre 1949, le Secrétaire d'État Acheson avait prédit qu'une telle situation apparaîtrait en cours de l'année 1950 quelque part sur le pourtour asiatique, en Corée, au Vietnam, à Taiwan, peut-être même dans ces trois secteurs à la fois. Deux mois après que le Président se fut penché sur le NSC-68, la crise se déclencha. Acheson devait déclarer plus tard : « La Corée arriva et nous sauva »⁶.

On peine à imaginer l'objet des prières de Bush dans l'intervalle de huit mois qui sépare son début de mandat et le 11 septembre, mais on sait que, dans ce gouvernement, les partisans du *Project for a New American Century* attendaient l'occasion de mettre en œuvre la nouvelle stratégie impériale sur laquelle ils travaillaient depuis longtemps⁷. Si ces huit premiers mois leur furent peu favorables, Oussama Ibn Laden, pour reprendre les termes d'Acheson, « les sauva ». Comme le fait observer

1. Communication présentée au 104^e Annual Meeting of the American Anthropological Association, Washington D.C., 30 novembre – 4 décembre 2005.

2. Selon son président, *le Projet pour le nouveau siècle américain* est un organisme éducatif, à but non lucratif, qui se consacre à quelques propositions fondamentales : le leadership états-unien est bon pour les États-Unis et pour le monde et ce leadership requiert force militaire, énergie diplomatique et attachement aux principes moraux.

3. Franz Schurmann, *The Logic of World Power : An Inquiry into the Origins, Currents, and Contradictions of World Politics*, New York, Pantheon, 1974, pp. 40-41.

4. Thomas J. McCormick, *America's Half Century : United States Foreign Policy in the Cold War*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1989, pp. 77-78.

5. Datée du 14 avril 1950, elle rendit officielle la doctrine de l'endiguement. Merci à Céline Letemplé pour cette précision (*NdT*).

6. J. McCormick, *America's Half Century*, op. cit., p. 98.

7. Pour plus de détails concernant ce projet, cf. www.newamericancentury.org. Sur ses partisans et leur arrivée au

Michael Mann, ce dernier fournit à la fois la « possibilité d'une mobilisation populaire et les cibles »⁸. La menace des « fondamentalistes » musulmans et des « États voyous » devint le nouveau motif permettant de terrifier le peuple américain et de s'assurer le soutien d'un Congrès quasiment unanime sur une invasion de l'Irak que Cheney, Rumsfeld et Wolfowitz défendaient en vain depuis bientôt dix ans⁹.

Comme on l'a démontré ailleurs¹⁰, l'invasion de l'Irak n'eut aucun des effets que ses partisans néo-conservateurs escomptaient. Loin d'inaugurer un nouveau siècle américain, elle mit fin au premier et au seul siècle américain, le long vingtième siècle¹¹. Reste alors à savoir pourquoi la tactique qui consista à « terrifier le peuple américain » fonctionna à merveille lorsqu'il s'est agi de jeter les bases de l'hégémonie américaine, mais produisit les effets inverses sous Bush, et ce en dépit d'une suprématie militaire états-unienne encore supérieure à ce qu'elle était il y a soixante ans. La réponse, selon nous, est à chercher avant tout dans les évolutions du projet d'État mondial caractéristique de l'hégémonie états-unienne quelles qu'en soient les étapes.

Peu de temps après la Seconde Guerre mondiale, Ludwig Dehio défendit l'idée que l'expansion géographique d'un système euro-centré constitué d'États souverains s'était déployée par vagues successives de luttes provoquant à la fois une « migration » du centre de pouvoir plus loin vers l'ouest et l'est et une mutation irréversible dans la structure même de cette expansion systémique. Dehio présenta d'ailleurs son étude des mécanismes à l'origine des rapports de force en Europe au cours des cinq siècles qui précédèrent comme l'« autopsie » d'une structure qui avait cessé d'exister.

« Le rapport de force situé à l'Ouest fut maintenu du seul fait que de nouveaux contrepoids exercés par des territoires au-delà de ses frontières pouvaient régulièrement être mobilisés contre les puissances aux visées hégémoniques (...). Durant la Deuxième Guerre mondiale, les forces qui avaient quitté l'Europe par vagues de migrations successives (...) revinrent vers leur région d'origine (...). Le vieux système pluraliste de petits États fut complètement éclipsé par les jeunes puissances

8. Michael Mann, *Incoherent Empire*, Londres, Verso, 2003, p. 9.

9. Sur la détermination des néo-conservateurs quant à la guerre en Irak bien avant le 11 septembre, voir Ron Suskind, *The Price of Loyalty : George W Bush, the White House, and the Education of Paul O'Neill*, New York, Simon & Shuster, 2004; Richard Clarke, *Against All Enemies : Inside America's War on Terror*, New York, Free Press, 2004. Clarke revient sur cette réunion du cabinet, tristement célèbre aujourd'hui, durant laquelle, dans les heures qui suivirent les attentats, Rumsfeld fit remarquer qu'il n'y avait « aucune cible intéressante à bombarder en Afghanistan » et qu'en conséquence, « nous devrions envisager de bombarder plutôt l'Irak », qui offre « de meilleures cibles ».

10. G. Arrighi, « Hegemony Unravelling », première partie, *New Left Review*, n° 32, mars-avril 2005, pp. 50-80.

11. Sur le long vingtième siècle comme le siècle américain, voir Arrighi, *The Long Twentieth Century, Money, Power and*

gigantesques qu'il avait appelées à la rescousse (...). D'où l'effondrement du décor qui, autrefois, encadrait la scène européenne. Cette scène réduite n'est plus en mesure d'imposer ses propres rôles principaux et se trouve absorbée sur une avant-scène plus vaste où les géants mondiaux sont maintenant les principaux protagonistes... Un système constitué d'un ensemble d'États est régulièrement soumis à des périodes de fluctuation. Mais la vieille tendance européenne à la division cède aujourd'hui la place à un nouveau mouvement global d'unification. En outre, cette poussée unificatrice n'arrivera vraisemblablement à son terme qu'après avoir gagné l'ensemble de la planète »¹².

Un demi-siècle plus tard, l'effondrement d'un des deux « géants mondiaux » (l'URSS) et la centralisation accrue par les États-Unis des capacités militaires globales devaient conférer un caractère prophétique à ces remarques. Cela dit, bien avant que Dehio ne présente son autopsie de « la vieille tendance européenne à la division », le Président F. D. Roosevelt avait déjà posé la question du type de structure politique que « la nouvelle tendance globale à l'unification » pouvait faire émerger. Revenant sur trente années faites de guerres mondiales, de révolutions, de contre-révolutions et marquées par la crise économique la plus grave de toute l'histoire du capitalisme, il avait conclu que seule une réorganisation politique à l'échelle mondiale permettrait de surmonter le chaos planétaire. Sa vision partait du principe que la sécurité du monde devait se baser sur la puissance états-unienne par le biais des institutions internationales. « Mais pour qu'un tel projet présente un attrait idéologique large aux yeux des peuples qui souffrent partout dans le monde, il fallait qu'il émane d'une institution moins ésotérique que le système monétaire international et plus sophistiquée qu'une simple série d'alliances ou de bases militaires »¹³.

Cette institution allait être les Nations Unies qui incarnaient, d'une part, le désir de paix universelle et, d'autre part, pour les pays pauvres, le désir d'indépendance et, à terme, d'égalité avec les pays riches. Schurmann avait de bonnes raisons d'estimer que les implications de cette vision avaient quelque chose d'authentiquement révolutionnaire.

« Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une institutionnalisation effective de l'idée de gouvernement mondial voyait le jour. Là où la Société des Nations était encore essentiellement guidée par l'esprit d'un congrès des nations issu

12. Ludwig Dehio, *The Precarious Balance : Four Centuries of the European Power Struggle*, New York, Vintage, 1962, pp. 264-6 et 269.

13. Franz Schurmann, *The Logic of World Power : An Inquiry into the Origins, Currents, and Contradictions of World Politics*,

du XIX^e siècle, l'ONU était explicitement guidée par des idées politiques américaines (...). Il n'y avait rien de révolutionnaire dans le type de système mondial créé par Grande-Bretagne par le biais de son empire au XIX^e siècle... La véritable grandeur impériale de la Grande-Bretagne était de nature économique et non politique. De son côté, l'ONU était et demeure une idée politique. La révolution américaine avait fait la preuve que les nations pouvaient se construire par l'action consciente et concertée des hommes... Ce que Roosevelt eut l'audace de concevoir et de mettre en œuvre, c'est l'extension de ce processus de construction de gouvernement à l'échelle du monde tout entier »¹⁴.

Chez Roosevelt, la vision du gouvernement mondial avait à la fois des objectifs sociaux et des implications fiscales et financières. C'était une projection consciente à l'échelle planétaire du *New Deal* américain.

« À la base, le *New Deal* se fondait sur l'idée qu'une activité gouvernementale fortement interventionniste doit dépenser généreusement afin de garantir la sécurité et le progrès. Aussi la sécurité d'après-guerre devait-elle requérir des États-Unis de larges budgets en vue de surmonter le chaos causé par la guerre. L'aide aux (...) nations pauvres aurait alors le même effet que les politiques sociales welfaristes aux États-Unis ; cette aide leur procurerait la stabilité nécessaire pour sortir du chaos et pour les empêcher de se tourner vers la violence révolutionnaire. En même temps, ces nations seraient poussées à s'intégrer à un système de marché mondial dont elles ne pourraient plus s'extraire. L'intégration à ce système général les responsabiliserait, comme ce fut le cas pour les syndicats américains pendant la guerre. L'aide à la Grande-Bretagne et au reste de l'Europe de l'Ouest raviverait la croissance économique qui, elle-même, stimulerait le commerce transatlantique et donc soutiendrait l'économie américaine à plus long terme. L'Amérique avait dépensé des sommes gigantesques et creusé d'énormes déficits dans le cadre de son soutien à l'effort de guerre. Il en avait résulté une croissance économique aussi importante qu'inattendue. Les dépenses d'après-guerre produiraient alors les mêmes effets à l'échelle mondiale »¹⁵.

C'est bien ce qui se passa, mais seulement une fois que l'universalisme [« *one-worldism* »] imaginé par Roosevelt (comptant l'URSS parmi les nations pauvres à intégrer au nouvel ordre pour le bien et la sécurité de tous) fut devenu la doctrine

Truman de la défense du « monde libre » [« *free-worldism* »], faisant de l'endiguement de la puissance soviétique le principe organisationnel central de l'hégémonie états-unienne. L'idéalisme révolutionnaire de Roosevelt (qui voyait dans l'institutionnalisation de l'idée d'un gouvernement mondial le principal vecteur devant permettre au *New Deal* de s'étendre à l'ensemble du monde) fut donc déplacé par le réalisme réformiste de ses successeurs, qui institutionnalisèrent le contrôle états-unien sur les ressources monétaires mondiales et la puissance militaire globale comme premiers instruments de l'hégémonie états-unienne ¹⁶.

Le projet universaliste rooseveltien d'un monde uni était à l'évidence bien trop idéaliste pour être du goût du Congrès et des entreprises états-uniennes. Le monde était trop grand et trop chaotique pour que les États-Unis le remodelent à leur image, en particulier si ce remodelage devait être laissé à des organes de gouvernement mondial au sein desquels ils se trouveraient contraints de chercher des compromis avec les positions et les intérêts tant de leurs alliés que de leurs ennemis. Le Congrès et la communauté des entreprises états-uniennes étaient bien trop « rationnels » dans leur évaluation des coûts financiers et des bénéfices de la politique étrangère américaine pour débloquer les moyens nécessaires à un programme aussi peu réaliste. D'ailleurs, si la Corée n'était « venue à point » pour donner à Truman ce qui lui manquait pour « terrifier le peuple américain » (comme Arthur Vandenberg lui avait recommandé de le faire), même le réarmement américain et européen envisagé dans le document du Conseil de Sécurité National NSC-68 aurait pu ne pas obtenir de budgets. Mais la Corée vint à point nommé et un réarmement massif pendant et après la guerre de Corée assura une puissante relance à l'économie états-unienne et à l'économie mondiale ¹⁷.

Pendant que le gouvernement des États-Unis agissait comme une banque centrale mondiale très permissive, l'aide militaire états-unienne aux gouvernements étrangers et les dépenses militaires directes des États-Unis à l'étranger (le tout en croissance constante entre 1950 et 1958, puis entre 1964 et 1973) réinjectèrent des liquidités américaines dans le commerce et la production mondiale, qui connurent alors une croissance sans précédent ¹⁸. D'après McCormick, la période de 23 ans entre le début de la guerre de Corée et la signature des accords de paix à Paris en 1973 (qui mirent quasiment fin à la guerre du Vietnam) fut « la période

16. *Ibid.*, pp. 5, 67, 77.

17. Thomas J. McCormick, *America's Half Century*, *op. cit.*, pp. 77-78 et 98.

18. Cf. David P. Calleo, *The Atlantic Fantasy* (Baltimore, The John Hopkins University Press 1970), pp. 86-87, et Robert Gilpin.

de croissance économique la plus soutenue et la plus rentable de l'histoire du capitalisme planétaire »¹⁹.

On parle souvent dans ce cas d'Âge d'Or du capitalisme. Cela dit, si le taux d'expansion du commerce et de la production mondiale entre les années 1950 et 1960 fut effectivement exceptionnel en termes de comparaison historique, il semble exagéré d'y voir le premier âge d'or du capitalisme. Tout aussi marquant fut ce que Hobsbawm a baptisé l'Ère du Capital (1848-1875) et que des observateurs de la fin du XIX^e siècle ont comparé à l'Âge des Grandes Découvertes²⁰. Quoi qu'il en soit, l'âge d'or des années 1950 et 1960, comme l'âge du capital un siècle plus tôt, s'est achevé dans une longue période d'expansion financière qui culmina avec la résurgence des pratiques impérialistes. La véritable nouveauté de la résurgence actuelle, à la différence de ce qui eut lieu il y a un siècle, réside dans la tentative d'une puissance hégémonique déclinante de résister au déclin en se muant en État mondial. Une telle tentative prolonge par d'autres moyens et dans des circonstances radicalement différentes le projet de gouvernement mondial cher à Roosevelt. Si le projet de Roosevelt d'un monde uni dans la version *New Deal* global ne vit jamais le jour, la version Guerre Froide, dégraissée et militarisée, de Truman, elle, aboutit à une expansion majeure du capital et de la puissance des États-Unis. Dès lors, pourquoi le projet néo-conservateur s'avère-t-il si notoirement incapable de répéter cette expérience à un moment où les États-Unis concentrent des capacités militaires plus grandes encore que précédemment²¹?

—

61

—

CONSTRUCTION D'ÉTAT ET MESURE DE PROTECTION.

En conceptualisant les activités de l'État comme ensemble de facettes complémentaires de l'organisation et du monopole de la violence, Charles Tilly nous permet de donner une réponse simple à cette question. Pour Tilly, quoi que les gouvernements fassent, « ils se distinguent des autres organisations par leur tendance à la monopolisation de moyens concentrés de la violence ». Cette tendance se concrétise dans quatre types d'activités distincts : la protection, la construction d'un État, la guerre et l'extraction. La protection constitue le « produit » le plus caractéristique des activités gouvernementales. Comme le souligne Tilly, « le mot 'protection' peut prendre deux tonalités distinctes ». Dans un cas, cette tonalité évoque

19. Tormick, *op. cit.*, p. 99.

20. Eric J. Hobsbawm, *The Age of Capital 1848-1875*, New York, New American Library, 1979, p. 32.

l'image rassurante d'un ami ou d'une organisation influente capable de mettre à l'abri du danger. Dans l'autre, c'est l'image menaçante du racket ; les marchands doivent payer tribut au malfrat ou s'exposer aux représailles dont ce dernier les menace implicitement ou ouvertement.

« L'image que le mot 'protection' évoque dépend principalement de l'évaluation faite de la réalité comme de l'externalité de la menace. La personne qui est à la fois responsable du danger et de la protection à un prix élevé contre ce danger est un racketteur. La personne qui fournit une protection nécessaire sans avoir la maîtrise de l'apparition du danger fera figure de *protecteur légitime*, surtout si son prix n'est pas supérieur à celui de ses concurrents. La meilleure offre vient de celui qui fournit contre les racketteurs locaux et contre les maraudeurs venus de l'extérieur une protection sûre et peu coûteuse ».

Dans cette perspective, selon Tilly, les garanties de protection offertes par les gouvernements relèvent du racket :

- « Dans la mesure où les menaces contre lesquelles un gouvernement protège
62 ses citoyens sont imaginaires ou résultent de leurs activités, ce gouvernement orga-
— nise alors un racket à la protection. Dès lors que les gouvernements ont coutume de simuler, voire de fabriquer des menaces externes de guerre, et que les activités de répression et d'extraction des gouvernements constituent souvent la plus grande menace contre les ressources de leurs propres citoyens, de nombreux gouvernements agissent fondamentalement en *racketteurs*. Bien sûr, une différence demeure : selon les définitions ordinaires, les racketteurs agissent sans la caution des gouvernements »²².

Dans la continuité d'Arthur Stinchcombe, Tilly explique que la légitimité des détenteurs de pouvoir dépend bien moins du consentement de ceux sur qui ce pouvoir s'exerce que de celui des autres détenteurs de pouvoir. Pour Tilly, cependant, les autres instances de pouvoir « sont beaucoup plus susceptibles de confirmer les décisions d'une instance de pouvoir investie d'une puissance significative et faisant l'objet de remises en cause. Tant la crainte de représailles que le souhait de maintenir un environnement stable contribuent à faire de cette règle une règle générale »²³. La prétention d'un gouvernement en matière de protection est d'autant plus crédible et difficile à contredire qu'il accroît sa capacité à monopoliser les moyens

22. Charles Tilly, « War Making and State Making as Organized Crime », in *Bringing the State Back In*, P.B. Evans, D. Rueschmeyer et T. Stocpol (dir.), Cambridge, Cambridge University Press, 1985, pp. 170-171 (je souligne).

23. Arthur L. Stinchcombe, *Constructing Social Theories*, New York, Harcourt, Brace and World, 1968, p. 150, et Ch. Tilly,

concentrés de la violence. Aussi doit-il alors éliminer ou neutraliser ses rivaux tant dans le cadre de son propre territoire (construction d'un État) qu'à l'extérieur (conduite de la guerre). Or, si protéger, construire l'État et faire la guerre nécessite des ressources matérielles et financières, l'extraction, elle, renvoie aux activités permettant à un gouvernement de se procurer ses ressources. Quand elles sont mises en œuvres de manière effective, chacune de ces activités « renforce généralement les trois autres »²⁴. Le modèle proposé par Tilly insiste sur l'importance de la synergie entre les quatre activités (production de protection, construction d'un État, conduite de la guerre et extraction) pour garantir qu'un gouvernement parvienne à monopoliser les moyens concentrés de la violence au *niveau national*. Pour que ce modèle s'applique au cas états-unien d'un gouvernement qui tente d'organiser et de monopoliser les moyens de la violence au *niveau mondial*, deux préalables sont nécessaires. Tout d'abord, la formation d'un État mondial brouille la distinction entre les activités de construction de l'État et les activités militaires, dans la mesure où le prétendu État mondial revendique la totalité du monde comme domaine de déploiement et, de fait, abolit la distinction entre domaines intra et interétatiques. D'où la caractérisation généralement admise selon laquelle les nombreuses « guerres » conduites par les États-Unis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale sont des actions de police plutôt que des guerres à proprement parler. En outre, dans la mesure où « la caution des gouvernements » relève toujours des États nationaux, le prétendu État mondial rencontre plus de difficultés encore pour se présenter en organisateur de la « protection légitime » plutôt que du « racket à la protection ».

—
63
—

LA NATURE CHANGEANTE DE LA PROTECTION ÉTATS-UNIENNE

Compte tenu de ces précisions, nous pouvons expliquer l'incapacité du gouvernement Bush à réitérer les réussites du gouvernement Truman à partir de cette distinction entre racket dysfonctionnel et protection légitime. Malgré toutes ses limites, le projet inauguré par Truman d'un gouvernement mondial dégraissé et militarisé relevait de la protection légitime et était perçu comme tel par un grand nombre de détenteurs de pouvoir au niveau national. La chose s'explique en partie par le fait que les États-Unis, au cours des années 1950 et 1960, prirent appui sur

les Nations Unies afin de s'assurer qu'au moins une partie de cette « caution des gouvernements », toujours située au niveau national, serait accordée à leurs activités gouvernementales à l'échelle mondiale. Cependant, les deux raisons pour lesquelles le projet états-unien de la guerre froide relevait de la protection légitime étaient d'ordre factuel plutôt qu'institutionnel.

La première raison, pour paraphraser Tilly, était que ce projet offrait un abri nécessaire contre des dangers dont les États-Unis n'étaient pas à l'origine. Bien qu'économiquement et politiquement, les États-Unis aient été les bénéficiaires de l'escalade de la violence de la première moitié du vingtième siècle, l'épicentre de cette escalade fut l'Europe et pas les États-Unis. L'Europe avait particulièrement besoin de protection du fait que, comme le note Mayer dans un autre contexte, au cours des deux guerres mondiales, « le tribut payé par l'Europe fut incomparablement plus sanglant et plus éprouvant que pour les États-Unis »²⁵. Mais l'origine de ces sacrifices se situait en Europe. En proposant un ordre mondial capable de réduire les risques de voir de semblables conflits se reproduire, les États-Unis pouvaient faire figure de protecteurs légitimes.

En outre, et c'est la deuxième raison pour laquelle le projet de la guerre froide relevait de la protection légitime, les États-Unis proposaient une véritable protection à des prix imbattables. Roosevelt et Truman proposaient l'un et l'autre de financer l'effort de protection à l'échelle mondiale à partir du volant de capital accumulé aux États-Unis durant les trente années qui précédèrent le chaos planétaire. Aucun État, sans même parler des nouvelles institutions alors créées, ne disposait des ressources nécessaires pour faire une proposition équivalente et aussi bon marché. Le principal problème rencontré par Truman n'était d'ailleurs pas de trouver des clients pour la protection qu'il proposait, mais de persuader le Congrès que l'investissement de surplus de capital états-unien dans la production de protection à l'échelle mondiale était dans l'intérêt national des États-Unis. C'est à cette fin que Truman, avec habileté, s'employa à agiter la menace communiste.

La situation commença à changer avec la « crise retentissante » de l'hégémonie états-unienne dans les années soixante et au début des années soixante-dix. La guerre du Vietnam démontra que la protection américaine n'était pas aussi fiable que ne le disaient les États-Unis et que ne l'espéraient leurs clients. Au cours de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étaient devenus riches et puissants en

laissant les autres pays se charger des combats, en leur fournissant des ressources financières, de la nourriture et des armes, en les regardant s'épuiser financièrement et militairement et en intervenant tardivement dans les combats afin de garantir une issue favorable à leur intérêt national. Au Vietnam, à l'inverse, les États-Unis eurent à assumer la majeure partie des combats dans un environnement socialement, culturellement et politiquement hostile, tandis que leurs clients européens et est-asiatiques se renforçaient comme concurrents économiques et que les multinationales états-uniennes accumulaient des profits sur des marchés financiers extraterritoriaux, privant le gouvernement états-unien de rentrées fiscales pourtant indispensables. Le résultat de cette combinaison de circonstances fut que la puissance militaire des États-Unis perdit sa crédibilité et l'étalon dollar-or états-unien s'effondra. Pour couronner le tout, les Nations Unies devinrent la caisse de résonance des doléances du Tiers-monde, ce qui ne devait guère contribuer à renforcer la légitimité des États-Unis dans l'exercice de leurs fonctions gouvernementales à l'échelle planétaire.

Après une décennie de crise de plus en plus grave, le gouvernement Reagan —
amorça la conversion de la protection américaine légitime en racket. Il décida 65
d'ignorer l'ONU comme source de légitimité de l'hégémonie américaine. Il força la —
main du Japon (qui se trouvait être à la fois un client totalement dépendant de la
protection des États-Unis et le pays où l'accumulation de capital excédentaire était
la plus rapide) pour l'affaiblir dans sa concurrence avec les États-Unis par des restric-
tions « volontaires » des exportations (procédé inédit dans les annales du commerce
international) et pour qu'il mette ce capital excédentaire au service d'un budget
états-unien en pleine expansion et du déficit du commerce extérieur des États-Unis.
Il agita le thème de l'équilibre de la terreur avec l'URSS dans une relance massive de
la course à l'armement. Il enrôla enfin une variété de malfaiteurs locaux (dont
Saddam Hussein) et de fondamentalistes religieux (dont Oussama Ibn Laden) dans
sa mise au pas du Tiers-monde et de la puissance soviétique. Les États-Unis com-
mencèrent à se faire payer leur protection et, en même temps, à fabriquer les dan-
gers contre lesquels ils allaient bientôt offrir leur protection.

En réussissant à déstabiliser le Tiers-monde et la puissance soviétique,
le gouvernement Reagan créa une illusion dont hérita Bush senior et selon
laquelle « l'empire des bases » américaines était en mesure de s'autofinancer.
Comme l'a signalé Chalmers Johnson, un tel empire était (et reste) bien plus

exposé aux aléas des déficits commerciaux et des mouvements de capitaux que « les empires autofinancés d'antan. » Cependant, et à l'occasion, l'empire de bases militaires états-unien « gagne de l'argent, parce que, tout comme les gangsters des années trente qui forçaient les personnes et les commerces sous leur influence à leur payer une protection, les États-Unis font pression sur les gouvernements étrangers auxquels ils font payer le prix de leurs projets impériaux. » Parmi ces occasions, la première guerre d'Irak fut la plus notoire. Le ralliement des Nations Unies conféra une légitimité à la guerre et permit au gouvernement Bush de soutirer à ses clients les plus riches et les plus militairement dépendants (en particulier l'Arabie Saoudite, le Koweït, les Émirats Arabes Unis, l'Allemagne et plus encore le Japon) des contributions financières se montant à 54,1 milliards de dollars, les 7 milliards déboursés par les États-Unis n'étant qu'à peine supérieurs à la moitié des 13 milliards japonais²⁶. En outre, cette gigantesque dépense fut extraite afin de payer une protection américaine, non pas contre un danger que les États-Unis n'avaient pas créé, comme le communisme, mais contre un danger dont l'origine était en partie liée au soutien des États-Unis à Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran.

Cette transformation de la protection états-unienne légitime en racket se poursuivit par d'autres moyens sous Clinton. La médiation légitimante de l'ONU en matière d'actions de police américaines fut à nouveau ignorée, cette fois en faveur de la conduite collective, sous l'égide de l'OTAN, de missions « humanitaires » sélectives. Dans le même temps, l'arsenal des institutions de Bretton Woods fut remis au service de la domination états-unienne sur des marchés mondiaux de plus en plus intégrés. Le « succès » des missions en Bosnie et au Kosovo, conjugué à la montée irrésistible de la bulle de la nouvelle économie, sembla confirmer le jugement de la Secrétaire d'État Madeleine Albright, jugement selon lequel les États-

26. Chalmers Johnson, *The Sorrows of Empire : Militarism, Secrecy, and the End of the Republic*, New York, Metropolitan Books, 2004, pp. 24 et 307. Pour Johnson, les États-Unis se flattèrent ensuite d'avoir même dégagé du profit grâce à ce conflit. Cf. également Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes : histoire du court XXe siècle*, Bruxelles, Éditions Complexe, Le Monde diplomatique, [1994] 1998, p. 323. Ce fut la première et la seule fois que les États-Unis, non seulement entreprirent de transférer le coût de l'une de leurs principales guerres sur leurs clients, mais y parvinrent effectivement. En soi, le succès de cette extorsion ne constituait pas un signe d'hégémonie dans la mesure où les États-Unis prirent en charge la totalité des coûts de leurs guerres et de la sécurité de leurs clients. On avait plutôt affaire là au signe d'une hégémonie états-unienne qui avait cessé d'être ce que Niall Ferguson appelle « *hegemony* », tout en restant suffisamment enracinée pour permettre aux États-Unis de faire payer à leurs clients la sécurité qu'ils leur fournissaient. Le fait que Bush junior n'ait pas réussi à faire payer la seconde guerre en Irak aux clients des États-Unis peut être interprété comme le signe qu'à ce stade, les États-Unis avaient perdu et leur hégémonie et leur *hegemony* ; voir Niall Ferguson, « The True Cost of

Unis étaient la « nation indispensable ». Mais ce caractère « indispensable », contrairement à ce qu'a pu déclarer Mme Albright, loin de se fonder sur la prétendue capacité des États-Unis à « voir plus loin dans l'avenir que les autres pays »²⁷, tenait bien plus à la peur généralisée des dégâts irréparables que les politiques américaines pouvaient infliger au reste du monde. Les dangers contre lesquels les États-Unis offraient leur protection étaient maintenant des dangers qu'ils avaient fabriqués ou qu'ils pouvaient eux-mêmes fabriquer. Les trillions de dollars que les gouvernements étrangers commencèrent à verser dans les coffres du gouvernement des États-Unis indiquaient maintenant que les temps de la protection américaine à bas prix étaient révolus.

DES ÉTATS-UNIS DISPENSABLES ?

Les néo-conservateurs du gouvernement Bush ne furent pas à l'origine de cette transformation de la protection légitime en racket. Lorsqu'ils arrivèrent au pouvoir, ce processus était déjà bien avancé. Mais en le poussant trop loin, ils finirent par trahir les limites tant militaires qu'économiques. Comme j'ai tenté de le démontrer ailleurs, leur tentative de faire la preuve que la puissance militaire américaine pouvait faire office de police globale tout en garantissant le maintien de la centralité des États-Unis dans l'économie politique mondiale a doublement échoué²⁸. La conceptualisation développée ici nous permet d'expliquer cet échec à partir de la sur-extension du racket à la protection organisée par les États-Unis à l'échelle globale.

À la veille de l'invasion de l'Irak, le Secrétaire d'État Colin Powell eut lui-même recours à l'image menaçante employée par Tilly lorsqu'il déclara que les États-Unis devraient être « la terreur du quartier [*the bully on the block*] ». « Le reste du monde n'aura aucun mal à accepter ce rôle, poursuivit-il en évoquant une image rassurante de la protection, parce qu'on peut compter sur les États-Unis pour ne pas abuser de ce pouvoir. »²⁹. On ne sait pas bien sur quoi reposait cette conviction de Colin Powell. Cependant, moins d'un an plus tard, on rapporta des quatre coins du monde que l'image réconfortante de la protection américaine avait cédé la place à celle des États-Unis essayant d'entraîner tout le monde de force dans leur programme de politique étrangère³⁰, sans y parvenir, de surcroît.

On en trouve la preuve la plus accablante dans la réticence que montrent même

27. Cité dans Stephen Sestanovich, « Not Much Kinder and Gentler », *The New York Times*, 3 février 2005.

28. G. Arrighi, « Hegemony Unravelling », *op. cit.*

29. Cité dans David Harvey, *The New Imperialism*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 80.

les clients les plus fidèles à fournir les ressources nécessaires aux États-Unis pour sortir de leur borbier irakien. Malgré les efforts de Powell pour faire bonne figure en déclarant que la « conférence des donateurs » réunie à Madrid (une fois que le Conseil de Sécurité de l'ONU eut conféré un début de légitimité juridique à l'occupation de l'Irak) avait été un succès, les paiements restèrent très en deçà de ce qui était escompté, en particulier des sommes que les États-Unis avaient rassemblées pour la première guerre en Irak. Les donations (c'est-à-dire les apports financiers) ne représentaient qu'un huitième de l'objectif, fixé à 36 milliards de dollars, et restaient très en dessous du quart de l'engagement américain, à savoir 20 milliards de dollars. Les opérations d'extorsion menées avec un franc succès lors de la première guerre du Golfe se muaient maintenant en fardeau entièrement à la charge des États-Unis. Les contributions de l'Arabie Saoudite et de l'Allemagne furent quasiment inexistantes. Même le million et demi de dollars japonais, de loin le plus gros don fait à Madrid, semblait dérisoire en comparaison avec les 13 millions de dollars déboursés par le Japon pour la première guerre en Irak, en particulier si l'on se souvient que le dollar de 1991 valait sensiblement plus que celui de 2003.

—

—

Cet affaiblissement très net de la capacité des États-Unis à soutirer des dépenses de protection à leurs clients peut s'expliquer par le sentiment que la protection états-unienne est devenue contre-productive, soit parce que les États-Unis dépouillent des clients qu'ils laissent ensuite exposés à des dangers plus grands que ceux dont ils les ont protégés (comme ce fut le cas de l'Arabie Saoudite), soit parce que les menées américaines visent à créer des dangers à venir plus graves que les dangers actuels contre lesquels ils offrent leur protection (sentiment qui fut sans doute celui de l'Allemagne). Cependant, cette baisse très significative des dépenses de protection en faveur des États-Unis peut aussi, en partie, tenir au sentiment que le besoin d'une protection états-unienne, tout compte fait, est moins urgent qu'en 1991. Ce sentiment est bien plus répandu que ce que les hommages rituellement rendus à la puissance américaine peuvent laisser paraître. Mais il est probablement très aigu dans le cas du Japon et des autres clients est-asiatiques des États-Unis.

Jusqu'à très récemment, en effet, de nombreux États de la région jugeaient la protection américaine indispensable pour faire face à la menace réelle ou imaginaire pour leur sécurité que représente la Chine. Aujourd'hui, la Chine n'est plus

perçue comme une menace sérieuse, et même si cette menace devait réapparaître, la protection états-unienne est maintenant perçue comme peu fiable. En outre, la capacité des États-Unis à soutirer des dépenses de protection à leurs clients est-asiatiques s'est trouvée un peu plus limitée encore sous l'effet conjugué de la dépendance grandissante des États-Unis à l'égard des finances est-asiatiques et de la dépendance décroissante des pays est-asiatiques vis-à-vis du marché américain du fait de l'émergence de la Chine, qui offre à ces pays le marché le plus vaste, le plus rentable et à la croissance la plus rapide.

L'attrait de la Chine comme partenaire économique et stratégique se manifeste bien au-delà de la région est-asiatique.³¹ La montée de la Chine rappelle d'ailleurs celle des États-Unis durant les deux guerres mondiales de la première moitié du vingtième siècle. De même que les États-Unis avaient été les vrais vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale après que l'URSS eut réussi à briser le dos de la *Wehrmacht* en 1942-1943, tout semble indiquer aujourd'hui que la Chine est le vrai vainqueur de la guerre contre le terrorisme, que les États-Unis parviennent ou non à terrasser Al-Qaida ou la résistance irakienne. La question de savoir si cette « victoire » peut se traduire par la formation d'un nouveau bloc hégémonique global se situe au-delà de ce que l'on peut aborder ici. On peut toutefois affirmer à ce stade que l'échec du *Project for a New American Century* marque probablement la fin de soixante déplorables années de lutte durant lesquelles les États-Unis ont tenté de devenir l'organe central d'un État mondial. Cette lutte a transformé le monde mais, même dans ses moments les plus glorieux, elle n'a jamais réussi à atteindre son but. À l'issue de ce long processus, tout ce que George W. Bush a réussi à faire, c'est prouver qu'Albright s'était trompée. « Les États-Unis sont finalement une nation dispensable » déplore Michael Lind.

« Dans un passé récent, rien ne pouvait se faire sans les États-Unis. Mais aujourd'hui, à peu de choses près, toute la dynamique de construction d'institutions internationales importantes pour la diplomatie et le commerce global à long terme se fait sans la participation américaine... L'Europe, la Chine, la Russie, l'Amérique latine, entre autres régions et nations, adoptent des mesures dont on ne parle pas (...) mais qui finiront par restreindre le rôle de l'Amérique »³².

La démythification de la « nation indispensable » ne veut pas dire que les États-

31. *Ibid.*, pp. 76-80.

32. Michael Lind, « How the US Became the World's Dispensable Nation », *The Financial Times*, 25 janvier 2005.

Unis ne se livreront pas à des actes de provocation à même de déclencher un conflit d'envergure régionale, voire mondiale, avec la Chine (scénario catastrophe envisagé par David Harvey). Cela n'implique pas non plus qu'à un moment ou à un autre, les États-Unis et l'Europe ne feront pas cause commune dans le cadre d'un projet « ultra-impérialiste » qu'Harvey considère comme « le seul substitut réaliste » à « l'impérialisme militariste brut » des néo-conservateurs états-uniens³⁵. Mais cela veut dire que l'une et l'autre de ces possibilités semblent moins vraisemblables aujourd'hui qu'il y a trois ans. Et pour les plus optimistes, c'est peut-être le signe que des alternatives moins violentes et plus engageantes que celles envisagées par Harvey sont en train d'émerger comme autant de possibilités historiques concrètes. ■

Traduit de l'anglais par Thierry LABICA